

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres
Semaine du 15 décembre 2025

Fait marquant

La réforme du droit de l'urbanisme entre en vigueur

Le Roi Charles III a promulgué la réforme du droit de l'urbanisme ([Planning and Infrastructure Act 2025](#)), neuf mois après sa présentation au Parlement. Cette loi est un pilier du programme du gouvernement travailliste pour accélérer la construction d'infrastructures (énergie, logement, transports) et stimuler la croissance économique.

Elle contient un paquet de mesures qui en font la plus grande réforme du droit de l'urbanisme. Elle élargit notamment le champ des infrastructures d'intérêt national qui bénéficieront d'un régime d'instruction simplifié, limite le nombre de recours juridique pouvant être exercé contre des projets d'infrastructures, facilite l'installation de bornes de recharge sur la voie publique ou l'acquisition de terrains pour la construction d'écoles ou de logements.

La loi instaure également un nouveau régime d'atténuation des impacts sur la biodiversité de nouveaux projets. Plutôt que d'adresser les impacts à l'échelle du projet, les développeurs pourront contribuer financièrement à des plans d'action stratégiques élaborés et mis en œuvre à plus large échelle par Natural England.

Logement

Le ministre du logement dévoile son plan pour atteindre l'objectif de 500 000 nouvelles constructions par an

Le ministre du logement a présenté un [paquet de réformes](#) visant à accélérer la construction de logements, alors que le gouvernement s'est engagé à construire 1,5 millions de nouveaux logements au cours de son mandat.

Le *National Planning Policy Framework* sera mis à jour afin d'accorder une autorisation de principe à tous les nouveaux projets situés à proximité des gares et d'encourager les opérations de densification sur des parcelles déjà construites. Par ailleurs, les sites d'une

empreinte inférieure à 0,25 ha seront exemptés des règles concernant la compensation des pertes de biodiversité (Biodiversity Net Gain), tandis que les sites déjà artificialisés d'une surface inférieure à 2,5 ha pourront être exemptés dans le futur au terme d'une consultation.

En parallèle, le gouvernement a présenté un paquet de mesures visant à soutenir les PME du secteur de la promotion et de la construction immobilière.

Transports

L'aéroport de Stansted autorisé à accueillir 21M de passagers supplémentaires

L'aéroport de Stansted, situé au nord-est de Londres et quatrième aéroport le plus fréquenté du pays, a obtenu du Uttlesford District Council une [autorisation d'urbanisme](#) lui permettant d'augmenter sa jauge annuelle de passagers de 30 à 51 millions.

Cette hausse ne nécessitera pas d'agrandissement de l'aéroport ni de construction d'une nouvelle piste, mais reposera principalement sur l'accueil d'avions plus grands.

Cette annonce s'inscrit dans un contexte plus large d'appui au développement du trafic aérien, marqué par le soutien du gouvernement annoncé en novembre à la construction d'une troisième piste à l'aéroport d'Heathrow, et à l'autorisation en septembre d'une seconde piste à l'aéroport de Gatwick.

Industrie

Le gouvernement confirme que la revue du Zero Emission Vehicle Mandate ne sera achevée qu'en 2027

Le [gouvernement a confirmé](#) qu'il mènerait une revue du Zero Emission Vehicle Mandate au cours de l'année 2026, qui établit des objectifs de vente de véhicules électriques contraignants pour les constructeurs automobiles, avec un objectif de publication qui restait fixé à 2027. Le ministre de l'Industrie a ainsi écarté la possibilité d'une revue anticipée et accélérée en réaction aux annonces d'évolution de la réglementation européenne. Il a également écarté toute réduction de l'objectif britannique de fin de vente des véhicules thermiques d'ici 2035.

Par ailleurs, en réaction à l'Automotive Package présenté par la Commission le 16 décembre, la fédération britannique SMMT (Society of Motor Manufacturers and Traders) s'est pour sa part inquiétée de la proposition de lier de nouvelles flexibilités pour gérer la transition vers les véhicules électriques d'ici à 2035 à la localisation de la production des véhicules dans l'UE.

Le gouvernement intervient pour soutenir l'industrie chimique à Grangemouth

Un [plan de soutien de 150 M£](#) pour la dernière usine britannique d'éthylène, située à Grangemouth (Ecosse), a été annoncé par le gouvernement le 17 décembre 2025. L'usine appartient au groupe Ineos, qui injectera 25M£ de fonds propres et contractera une dette de 75M£ garantie par l'Etat auprès d'une banque commerciale. En parallèle, le gouvernement accordera également une subvention de 50M£ à l'entreprise.

Ce soutien doit permettre de préserver une usine qui produit un composant clé dans la chaîne de valeur de la production de plastique, et de maintenir 500 emplois.

L'industrie pétrochimique écossaise a été marquée au cours des derniers mois par la fermeture de la raffinerie de Grangemouth et de l'usine d'éthylène d'ExxonMobil à Fife. Le secteur souffre de la faiblesse de la demande européenne et des surcapacités mondiales, en provenance notamment de Chine. Les gouvernements écossais et britannique avaient déjà annoncé la semaine dernière une enveloppe de soutien de 225 M£ pour la reconversion du site de Grangemouth dans le secteur des biotechnologies.

Le gouvernement annonce un soutien public supplémentaire de 22 M£ pour les ouvriers de l'aciérie de Port Talbot

A la suite de la fermeture de l'aciérie Tata Steel de Port Talbot (Pays de Galles) dans le cadre de sa transformation, un comité de transition a été créé en juin 2024 pour soutenir les 2 000 employés du site. Financé à hauteur de 80 M£ par le gouvernement britannique et 20 M£ par Tata, le comité vient d'obtenir un [soutien supplémentaire de 22 M£](#).

Ces fonds servent notamment à financer les formations entreprises par les anciens ouvriers, et à soutenir les entreprises souhaitant s'implanter dans le secteur.

Tata Steel a entrepris la transformation du haut fourneau de Port Talbot en aciérie à arc électrique, moins consommatrice en énergie et produisant à partir de métaux recyclés. Le projet, qui nécessite un investissement de 1,25 Md£, est soutenu à hauteur de 500 M£ par le gouvernement. Il devrait aboutir en 2027.

Très belles fêtes de fin d'année à nos lecteurs, les Brèves sectorielles reprendront la semaine du 5 janvier 2026 !

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr